



Bref, Matteo Salvini et la Ligue peuvent envisager avec confiance les élections européennes de mai 2019, tout en attendant le meilleur moment pour rompre l'alliance avec un M5S en perte de vitesse comme le montrent les élections locales qui ont lieu depuis juin 2018 dans le Trentin, le Haut Adige (où la Ligue s'affirme comme le parti des italophones), les Abruzzes et enfin la Sardaigne. Ils seraient alors en mesure de former un gouvernement à leur main, sans leur « idiot utile » du mouvement 5 étoiles.

Le gouvernement national-populiste et l'UE.

Appliqué au pied de la lettre, le programme de gouvernement signé entre le M5S et la Ligue aurait dû entraîner un affrontement violent avec les instances de l'UE, à commencer par la Commission. En effet, il se traduisait par 100 milliards de dépenses publiques nouvelles tout en baissant les impôts sur les entreprises et les particuliers, aboutissant donc à un creusement notable du déficit. Or, le gouvernement italien a constamment zigzagué face aux instances européennes depuis l'été 2018.

Après avoir semblé plier, il revient à la charge avec le projet de budget annoncé triomphalement depuis le balcon de la résidence du président du conseil par le trio dirigeant. 2,4% de déficit public au lieu de 0,8% prévu par l'ancien gouvernement, cela sonnait comme une provocation. Pourtant, le revenu de citoyenneté est revu à la baisse ainsi que la réforme des retraites malgré les rododromes sur l'Italie qui a « aboli la pauvreté » (Di Maio). Puis de nouveau, fin novembre, le gouvernement italien change de tactique, acceptant de réduire le déficit à seulement 2% pour éviter les sanctions européennes pour endettement excessif.

On peut discerner plusieurs raisons à ce recul. Il y a d'abord la dégradation de la situation économique du pays (fort ralentissement de la croissance) mais aussi la méfiance de la grande bourgeoisie italienne vis-à-vis du gouvernement qui se traduit par d'importantes sorties de capitaux depuis l'été 2018. Il reste que ce recul ne peut que décevoir les électeurs italiens, en particulier ceux du M5S.

Conclusion

Il est significatif que lors des élections locales qui ont eu lieu depuis la formation du gouvernement M5S-Ligue, cette dernière se soit toujours présentée en alliance avec Forza Italia et Fratelli d'Italia c'est-à-dire l'alliance électorale de mars 2018. Il semble bien que dès la formation du gouvernement, Matteo Salvini n'ait pas cru à sa pérennité. Les contradictions s'accumulent entre les deux partenaires (par exemple sur la construction du tunnel devant relier Lyon à Turin), si bien qu'on ne peut plus totalement exclure l'éclatement du gouvernement. L'Italie entrerait alors dans une période inquiétante. Certes, dans la rue, des oppositions à la politique gouvernementale ont commencé à se manifester. Au plan politique, de nombreux Italiens se sont mobilisés pour une orientation plus à gauche du Parti Démocrate rompant avec l'orientation libérale de Matteo Renzi.

Il n'en reste pas moins que la force politique qui paraît en mesure d'assumer le destin politique de l'Italie est un parti hostile aux migrants et à tout ce qui est étranger, autoritaire, qui peut bénéficier de l'appui de forces néofascistes non négligeables, en alliance avec une droite radicalisée et affaiblie par le vieillissement de son leader. Autrement dit, l'arrivée aux commandes en Italie de la Ligue avant la fin de cette année est l'hypothèse de loin la plus probable. Alors, pour la première fois en Europe depuis 1945, l'extrême-droite arriverait au pouvoir légalement et en position de force.

Il est urgent pour les antifascistes en France et ailleurs en Europe d'affirmer leur solidarité avec ceux et celles qui de l'autre côté des Alpes s'opposent à la politique de Matteo Salvini.

Contrairement à l'Allemagne, l'Italie n'a pas connu de période réfractaire face au fascisme. Dès les lendemains de la défaite lors de la seconde guerre mondiale, le MSI, mouvement fasciste, s'est installé dans le paysage politique italien sans jamais percer. Aujourd'hui, à travers un gouvernement de coalition entre la Lega et le Mouvement 5 étoiles, l'extrême-droite est à nouveau au pouvoir.

Néo-fascisme et populisme

L'héritage néo-fasciste.

Concernant l'extrême-droite en Italie, il faut toujours commencer par rappeler que ce pays n'a pas connu de période marquée par la disparition du fascisme, au pouvoir de 1922-26 jusqu'en 1943-45. Dès décembre 1946, se constitue le Mouvement Social Italien (MSI), animé par d'anciens cadres de la République de Salo (État fasciste reconstitué dans le nord de l'Italie par Mussolini à l'automne 1943) comme Georgio Almirante. Le MSI culminera électoralement à 9% dans les années 70 et possède en permanence des députés de la fin des années 40 à la fin des années 80. Dans les années 90, sous l'impulsion de Gianfranco Fini, il mute et devient un parti de droite, l'Alliance nationale, qui s'allie avec le mouvement de Silvio Berlusconi, Forza Italia.

Mais cette mutation n'est pas acceptée par tous les militants et le néo-fascisme se survit dans une multitude de groupuscules et petits partis : Fronte Nazionale, Azione sociale, Movimento idea sociale, et surtout Fratelli d'Italia, Forza Nuova et Casapound.

Fratelli d'Italia, issu d'une scission en 2012-2013 du Peuple de la liberté de Berlusconi, se revendique comme l'héritier du MSI et en reprend la flamme tricolore. Sa dirigeante est Georgia Meloni, adhérente au MSI à 15 ans, députée à l'âge de 29 ans en 2006 puis ministre dans le gouvernement de Berlusconi de 2008 à 2011. Elle impulse un rapprochement avec la Ligue du Nord à partir de 2014 sur la base de leur opposition aux politiques de Bruxelles. Pour autant, les deux organisations ont un différend idéologique profond sur ce que doit être l'Italie, un État-nation centralisé (Fratelli d'Italia) ou un État fédéral (la Ligue du Nord). Fratelli d'Italia est le mieux implanté dans le Sud, en Sicile et à Rome où Georgia Meloni obtient plus de 20% des suffrages aux municipales de 2016. En 2018, elle noue une alliance électorale en vue des législatives avec Forza Italia et la Ligue et obtient 4,3% des suffrages, 32 députés et 20 sénateurs. Mais en juin, Fratelli d'Italia décide d'être dans l'opposition au nouveau gouvernement.



en bref

- POPULATION : **60,6 M d'habitants**
- PRINCIPALES FORMATIONS D'EXTRÊME-DROITE : **LA LEGA / Anciennement Ligue du Nord** et **MOUVEMENT 5 ÉTOILES**
- SCORE AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES 2018 : **Lega (+coalition centre-droit) - 37 %** ↑ et **M5S - 32 %** ↑
- PERSONNALITÉS POLITIQUES : **Matteo Salvini (Lega)** et **Luigi Di Maio (5 étoiles)**

Forza Nuova a été fondée en 1997 par deux militants d'extrême-droite, Roberto Fiore et Massimo Morsello, et puise sa source dans les années de plomb (décennies 70 et 80). Alliée à un autre groupuscule, Fiamme tricolore, fondé par des anciens du MSI refusant le recentrage de Fini, Forza Nuova a lancé une coalition (« l'Italie aux Italiens ») qui se définit comme « front unitaire de l'espace national-populiste ». Roberto Fiore se définit lui-même comme fasciste. Anti-européens, anti-immigrés et homophobes, ses militants n'hésitent pas à employer la violence de rue au point que 240 plaintes ont été déposées contre eux ces cinq dernières années.

Casapound est une organisation d'une nature différente, au sens où ses liens au fascisme historique sont plus ténus. Il s'agit plus d'un mouvement que d'un parti et se définit davantage par des pratiques que par un corps de doctrine même s'il fait référence à un « fascisme du troisième millénaire » dont il serait l'avant-garde. Le mouvement est apparu fin 2003 par l'occupation d'un immeuble d'habitation dans le centre de Rome. Il pratique les « prêts sociaux » et les distributions alimentaires à destination des Italiens pauvres. Son enracinement dans les banlieues de Rome est devenu réel au point d'obtenir près de 10% des suffrages aux élections municipales d'Ostie en octobre 2017 (et 20% dans le quartier défavorisé d'Ostia Nuova). Casapound ne se contente pas de participer aux élections mais mène également des attaques contre les centres d'accueil de migrants. En 2018, sous la direction de Simone di Stefano, il participe aux élections législatives mais ne parvient pas à atteindre son objectif, avoir au moins un député et 3% des voix.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.



L'émergence du national-populisme.

Cependant, depuis une trentaine d'années, l'extrême-droite en Italie ne se résume plus au néo-fascisme et à ses débris plus ou moins actifs.

Dans les années 80, le nord de l'Italie voit le développement de mouvements régionalistes, les Ligues. En 1991, Umberto Bossi parvient à les unifier au sein de la Ligue du Nord, sensée défendre la Padanie (nom donné au nord de l'Italie, faisant croire qu'il s'agit d'une nation à part entière). Dès les élections législatives de 1992, la Ligue du Nord devient une force politique avec laquelle il faut compter, puisqu'elle obtient 3 400 000 voix (près de 9% au plan national), principalement issues de la petite bourgeoisie du nord de l'Italie.

La Ligue du Nord s'affirme comme une organisation nationaliste et populiste, qui dénonce les élites politiques romaines et, de manière souvent haineuse, « l'invasion étrangère » et la « société multiraciale ». Elle défend la préférence nationale, une Europe des ethnies, et un antiaméricanisme militant en dénonçant le « totalitarisme libre-échangiste et mondialiste complotant de détruire les peuples ». Elle adopte la chemise verte comme uniforme.

La Ligue du Nord participe aussi à la vie politique nationale italienne. Dès 1994, elle s'associe avec le « parti » de Silvio Berlusconi, Forza Italia, et l'Alliance Nationale de Fini. Cette alliance obtient la majorité absolue des voix avec 8,4% pour la Ligue du Nord qui obtient 122 députés puis 6 ministres, dont le ministre de l'Intérieur, par ailleurs vice-président du conseil, et enfin la présidence de la Chambre des députés.

Cependant, les contradictions internes de l'alliance se manifestent rapidement. Le fédéralisme de la Ligue du Nord ne peut en effet se marier avec le centralisme italien de ses deux partenaires. Son discours régionaliste, qui va jusqu'au séparatisme en 1995-1996, entraîne son affaiblissement électoral (3,9% aux législatives de 2001). Elle entre dans une nouvelle combinaison gouvernementale avec un Berlusconi plus puissant que jamais avec 8 membres dans le gouvernement, mais seulement 3 ministres.

Dans les années 2000, elle prend prioritairement pour cible les immigrés. En 2006, elle connaît de nouveau un échec retentissant en défendant un projet de fédéralisation et de présidentialisation de l'Italie. Des scandales financiers l'affaiblissent et contraignent Umberto Bossi à partir. Elle est prise en main l'année suivante par le jeune mais expérimenté Matteo Salvini alors qu'elle est au plus bas

électorale (4% des voix aux législatives de 2013).

Salvini change la nature de la Ligue du Nord qui devient un parti pour tous les Italiens qui veulent une Italie sans immigration, opposée à l'islam, à l'Union Européenne et aux migrants. Il n'hésite pas à critiquer l'Église catholique qui contribuerait à une « africanisation de l'Europe » et remet en cause les politiques néolibérales d'austérité. En 2018, il en change le nom qui devient la Ligue. Son modèle est alors clairement le Front National de Marine Le Pen.

Cette évolution de la Ligue est validée par les électeurs italiens : 4% en 2013, 13% aux élections régionales de 2015, presque 18% aux législatives de mars 2018. Elle devient la force la plus importante de l'alliance de droite. Il faut noter que l'attaque de migrants à Macerata, qui fait six blessés parmi ces derniers, par un militant de la Ligue, lecteur de Mein Kampf, n'a en rien freiné sa progression !

Une bouillie politique : le Mouvement 5 étoiles.

Le mouvement fondé par l'ex-comique Beppe Grillo en 2013 est le principal fait nouveau de la vie politique italienne du 21^e siècle. Mais il est difficilement définissable. Certaines déclarations de ses dirigeants tendent à le classer à l'extrême-droite, en particulier celles qui concernent l'immigration. Mais des éléments de son programme sont clairement marqués à gauche comme l'augmentation du salaire minimum ou l'instauration d'un revenu citoyen. Ce qui est clair, c'est le style populiste du mouvement fait de dénonciation des élites corrompues et de mise en avant de formes de démocratie directe.

Les électeurs italiens ont tout de suite été séduits par ce patchwork puisque dès les élections législatives le M5S remporte 25% des suffrages et 109 députés, puis 21% aux élections européennes de l'année suivante. En recul aux régionales de 2015, il connaît le succès aux élections municipales de 2016 en remportant les municipalités de Rome et de Turin. Sauf que l'inexpérience, voir des soupçons de corruption, entache la gestion « étoilée » de la capitale. Beppe Grillo prend une certaine distance par rapport au mouvement où s'affirme en 2017 un jeune dirigeant considéré comme assez droitier, Luigi Di Maio. Les élections législatives de mars 2018 sont son triomphe : le M5S devient le premier parti du pays avec 32,6% des voix. Di Maio revendique la responsabilité de former le nouveau gouvernement italien.

Le gouvernement Conte-Di Maio-Salvini.

La formation du nouveau gouvernement.

La tâche de former un nouveau gouvernement semblait impossible, aucun camp ne pouvant prétendre à la majorité absolue au sein du Parlement. Mais, au bout de deux mois de tâtonnements et de fausses pistes, le scénario le plus redouté se produit : la Ligue abandonne son alliance avec la droite pour concocter un programme de gouvernement avec le M5S. Les commentateurs ont noté le caractère incohérent de ce programme qui additionne, au lieu de les articuler (ce qui était impossible), les principales positions des deux organisations : baisse massive des impôts pour la Ligue, « revenu de citoyenneté » de 780 euros pour le M5S notamment, comme si on pouvait satisfaire en même temps les petits patrons du Nord et les déclassés du Sud. A été aussi vu le fait que sa partie économique apparaissait contradictoire avec le cadre budgétaire européen. Mais le contrat de gouvernement comporte aussi l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, des réformes institutionnelles (baisse drastique du nombre de parlementaires), la fin des grands travaux, une réforme de la justice, la réforme du fonctionnement de l'UE, un rapprochement avec la Russie sans sortie de l'OTAN... Si bien que pleinement réalisé, il signifierait plus un changement de régime qu'une alternance classique !

Luigi Di Maio et Matteo Salvini ne parvenant pas à se départager pour la présidence du conseil, ils se mettent d'accord pour choisir un économiste inconnu du grand public, sympathisant du M5S, Giuseppe Conte. Le président de la République, après un premier refus du ministre des Finances pour son hostilité à l'euro, accepte un deuxième gouvernement Conte-Di Maio-Salvini et derrière, les instances européennes et les dirigeants allemand et français. Le premier juin 2018 Matteo Salvini devient ministre de l'Intérieur, Luigi Di Maio ministre du développement économique, tous les deux étant en plus vice-président du conseil. Très vite, le premier va s'imposer politiquement sur le second.

La conquête de l'hégémonie par le national-populisme.

Dès les premiers jours du « gouvernement du changement », la scène médiatique est occupée par Matteo Salvini. Avec le ministère de l'Intérieur, il dispose d'un outil idéal pour mettre en scène son activisme et son omniprésence. Le premier de ses coups d'éclat est de bloquer l'entrée des ports italiens à l'Aquarius, un navire humanitaire affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, qui devait y débarquer plus de 600 migrants.



Luigi Di Maio

Député depuis 2013 et dirigeant du Mouvement 5 étoiles depuis 2017, il devient **ministre du Développement économique, du Travail et des Politiques sociales** en 2018. Agé de 31 ans, **il est le fils d'un responsable local du mouvement fasciste MSI** en Campanie.

Dans la foulée, il annonce qu'il en sera ainsi de tous les navires d'ONG opérant en Méditerranée. L'opinion italienne applaudit.

En décidant de porter l'affaire au niveau européen, il réussit un coup politique magistral. Si les résultats diplomatiques (réels) sont minces (l'Italie ne peut réformer les accords de Dublin qui mettent l'Italie en première ligne dans l'accueil des migrants), il parvient à faire croire aux Italiens que la chute du nombre des arrivées sur le sol italien est de son fait (en réalité c'est la suite de l'accord entre l'Italie et la Libye signé par son prédécesseur). Il impose l'image d'une Italie qui, grâce à lui, redresse la tête face à ses partenaires européens et devient l'homme politique le plus populaire d'Italie. La Ligue, son parti, commence une montée dans les sondages qui vont la mettre aujourd'hui à 30% des intentions de vote. Le style de Salvini, fait de transgressions et de provocations, fait son succès. Luigi Di Maio et le M5S sont éclipsés.



Matteo Salvini

Député européen à partir de 2004, il devient en 2013 secrétaire fédéral de la Ligue du Nord, dont il abandonne le régionalisme au profit d'une ligne davantage souverainiste, identitaire, islamophobe. Lors des élections de 2018, durant lesquelles la Ligue obtient un score historique, il entre au gouvernement Conte comme ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil. **Il est le véritable leader et le principal gagnant de la coalition au pouvoir.** Il fait pour l'instant office de chef de file des extrêmes-droites en Europe dans la perspective des élections.